

# LEDEVOIR

## Soutien à l'enseignement et activités limités cette année dans plusieurs écoles



Photo: Valérian Mazataud Le Devoir Certaines activités culturelles et sportives, qui sont normalement gratuites pour les élèves, pourraient devenir payantes.

### Zacharie Goudreault

Publié à 0h00

Éducation

L'ancien ministre de l'Éducation a beau avoir réinvesti partiellement en éducation cet été, des centres de services scolaires (CSS) ont tout de même dû inclure dans leur budget, qu'ils adoptent ces jours-ci, des coupes dans plusieurs de leurs dépenses. Parmi celles-ci, on compte le soutien aux enseignants, l'entretien des écoles, de même que les activités sportives et culturelles destinées aux élèves, a constaté *Le Devoir*.

Le CSS de Montréal (CSSDM), le plus grand de la province, devait initialement composer avec des « efforts d'optimisation » demandés par Québec totalisant 93 millions de dollars, l'équivalent de plus de 5 % de ses dépenses annuelles. Cette restriction a depuis été révisée à 62,8 millions, au terme du réinvestissement de 540 millions annoncé par l'ancien ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, au milieu du mois de juillet ([https://www.ledevoir.com/societe/education/900865/sous-feu-critiques-quebec-reinvestit-540-millions-education?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=corps\\_texte](https://www.ledevoir.com/societe/education/900865/sous-feu-critiques-quebec-reinvestit-540-millions-education?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)).

Dans ce contexte, « toutes les avenues possibles ont été explorées pour réduire les impacts sur les services aux élèves » liés à ces contraintes financières, affirme le CSSDM. Ce dernier a tout de même dû prendre des décisions difficiles pour boucler son budget 2025-2026, qui n'augmente globalement que de 0,23 %, ou de 3,9 millions de dollars. Un rythme de croissance nettement inférieur à celui des dépenses liées à l'enseignement, qui à elles seules augmentent de plus de 3 % cette année, ou de 23,8 millions.

Devant ce manque à gagner, le CSS n'a eu d'autre choix, en plus de s'attaquer à ses dépenses administratives, que de réduire de 10,15 %, par rapport à l'an dernier, les sommes qu'il prévoit dans son dernier budget pour le « soutien à l'enseignement ». Cela représente une baisse de 41,6 millions de la somme allouée à cette enveloppe, par rapport à l'an dernier.



Photo: Valérien Mazataud Le Devoir

Plusieurs CSS ont vu les fonds pour entretenir et agrandir leur parc immobilier fondre comme neige au soleil.

Concrètement, ce sont donc moins de fonds qui seront destinés cette année, au CSSDM comme dans d'autres CSS dont *Le Devoir* a pu consulter le budget, à la gestion des bibliothèques et à l'achat de livres, de même que pour assurer la présence, dans les écoles, de professionnels qui gravitent autour

des enseignants et viennent répondre à divers besoins de leurs élèves. Le nombre d'heures rémunérées offertes à des conseillers pédagogiques, à des psychoéducateurs, à des psychologues et à des orthophonistes, parmi d'autres, pourrait donc en pâtir dans plusieurs établissements.

Cette situation préoccupe grandement le premier vice-président de l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal, Patrick Trottier, qui appréhende une « surcharge de plus » sur les épaules des enseignants du CSSDM. Ceux-ci ne bénéficieront plus du même soutien de la part de professionnels pour les aider à accompagner leurs élèves « en grande difficulté », prévient-il. « Ça va être catastrophique dans plusieurs milieux. »

La présidente de l'Association montréalaise des directions d'établissement scolaire, Kathleen Legault, s'inquiète pour sa part de la perspective qu'un nombre croissant de parents se tournent cette année vers le privé pour obtenir des services de professionnels que leurs enfants obtenaient avant directement à l'école. Une « dérive possible » qui risque de nuire à la rétention de ce personnel dans le réseau public en l'incitant à se tourner vers le privé, craint M<sup>me</sup> Legault. « C'est très inquiétant. »

## Insertion professionnelle

Des CSS se voient d'ailleurs contraints de réduire les dépenses qu'ils attribueront cette année à l'insertion professionnelle de nouveaux enseignants. Ce sont donc moins d'enseignants d'expérience qui seront libérés – et donc remplacés temporairement dans leur classe – pour former de nouvelles recrues, dont plusieurs sont non légalement qualifiées.

Cela risque notamment d'être le cas au CSS Marguerite-Bourgeoys (CSSMB), le deuxième en importance dans la province. L'organisation avait prévu de réduire de 32,7 millions de dollars son budget cette année avant d'obtenir un réinvestissement de 22,57 millions de la part de Québec, somme qui sera investie « dans les services directs aux élèves ». Dans ce contexte, son budget, obtenu par *Le Devoir*, limite cette année les dépenses allouées à l'insertion professionnelle des enseignants.

Or, cela risque de nuire à la rétention des enseignants ([https://www.ledevoir.com/societe/education/848017/deux-fois-plus-departs-enseignants-10-ans-quebec-toujours-peu-suivi?](https://www.ledevoir.com/societe/education/848017/deux-fois-plus-departs-enseignants-10-ans-quebec-toujours-peu-suivi?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)

[utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=corps\\_texte](https://www.ledevoir.com/societe/education/848017/deux-fois-plus-departs-enseignants-10-ans-quebec-toujours-peu-suivi?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)) nouvellement arrivés dans le réseau, qui ont besoin de cet accompagnement afin de bien s'intégrer à leur environnement de travail, souligne la présidente du Syndicat de l'enseignement de l'ouest de Montréal, Sophie Milot.

« Au bout du compte, c'est quand même les élèves qui vont payer pour, malheureusement », déplore-t-elle.



Photo: Valérian Mazataud Le Devoir

Le CSSDM prévoit une baisse des fonds prévus dans son enveloppe destinée aux «activités sportives, culturelles et sociales».

Le CSS de la Pointe-de-l'Île (CSSPI) réduit lui aussi cette année les sommes qu'il accorde à « l'insertion professionnelle des enseignants », qui passe notamment par la libération d'employés d'expérience pour former les nouvelles recrues.

« Il y a des efforts budgétaires à faire. Ça, ce n'est un secret pour personne », souligne en entrevue le directeur général du CSSPI, Martin Duquette. Ce dernier explique avoir dû prioriser avant tout, dans la gestion de ses finances, le respect des « obligations contractuelles » qu'a son organisation à l'endroit de ses employés, dont la plupart ont signé de nouvelles conventions collectives ([https://www.ledevoir.com/societe/814383/quatre-syndicats-front-commun-signent-ces-jours-ci-conventions?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=corps\\_texte](https://www.ledevoir.com/societe/814383/quatre-syndicats-front-commun-signent-ces-jours-ci-conventions?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)). l'an dernier. « C'est le minimum qu'on a mis partout pour respecter le contrat de travail sans se créer des dépenses additionnelles » que le CSSPI ne serait pas en mesure d'absorber, ajoute-t-il.

## Moins d'activités culturelles et sportives

Martin Duquette entrevoit d'autre part une baisse des dépenses liées à des activités culturelles et sportives au sein de son CSS. Certaines, qui étaient « totalement gratuites » pour les élèves, pourraient ainsi devenir payantes, relève-t-il. « Ça se peut qu'il y ait un peu moins d'équipes sportives » dans les écoles, confie-t-il par ailleurs.

Le CSSDM prévoit d'ailleurs lui aussi, dans son dernier budget, une baisse des fonds prévus dans son enveloppe destinée aux « activités sportives, culturelles et sociales » qui ne font pas partie du régime pédagogique.

« Je pense qu'on va banaliser beaucoup ce genre d'activités là, en se disant que ce n'est pas grave si on coupe ça, qu'on va réinvestir cet argent ailleurs », déplore la présidente de la Fédération des comités de parents du Québec, Mélanie Laviolette. Or, « on sait que quand un service est coupé, c'est dur de le ramener », ajoute-t-elle.

### À lire aussi

- [Des parents endettés à l'endroit du réseau scolaire public](https://www.ledevoir.com/societe/education/915765/parents-endettes-endroit-reseau-scolaire-public?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra)  
([https://www.ledevoir.com/societe/education/915765/parents-endettes-endroit-reseau-scolaire-public?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=boite\\_extra](https://www.ledevoir.com/societe/education/915765/parents-endettes-endroit-reseau-scolaire-public?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra))
- [Du soutien pédagogique pour des milliers d'enseignants coupé au Québec](https://www.ledevoir.com/societe/education/912828/soutien-pedagogique-milliers-enseignants-coupe-quebec?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra)  
([https://www.ledevoir.com/societe/education/912828/soutien-pedagogique-milliers-enseignants-coupe-quebec?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=boite\\_extra](https://www.ledevoir.com/societe/education/912828/soutien-pedagogique-milliers-enseignants-coupe-quebec?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra))
- [LeBel et Biron accueillies avec espoir à l'Éducation et à l'Enseignement supérieur](https://www.ledevoir.com/societe/education/916116/lebel-biron-accueillies-espoir-education-enseignement-superieur?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra)  
([https://www.ledevoir.com/societe/education/916116/lebel-biron-accueillies-espoir-education-enseignement-superieur?utm\\_source=recirculation&utm\\_medium=hyperlien&utm\\_campaign=boite\\_extra](https://www.ledevoir.com/societe/education/916116/lebel-biron-accueillies-espoir-education-enseignement-superieur?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra))

Plusieurs CSS ont d'ailleurs vu les fonds à leur disposition cette année pour entretenir et agrandir leur parc immobilier fondre comme neige au soleil, a constaté *Le Devoir*. C'est le cas du CSS de Laval, qui avait pu allouer 75,4 millions à cette fin dans son budget, l'an dernier. Cette année, la somme est de 21,4 millions.

« Évidemment, il y a certains projets d'agrandissement ou de construction qu'on devait entreprendre, mais, compte tenu du contexte budgétaire, c'est reporté », confirme le directeur général du CSS, Yves Michel Volcy.

